

Les beaux quartiers comme nouveaux territoires d'action communautaire

JULIEN, Barbara

Doctorat

Université du Québec à Montréal

Directeur : MORISSET, Lucie K. et NOPPEN, Luc

julien.barbara@courrier.uqam.ca

Dans une société où l'État providence est remis en cause et ne semble plus pouvoir gérer le développement comme il le faisait auparavant, on remarque une certaine volonté des populations et des instances gouvernementales à favoriser un retour au local. Au Québec, l'une des manifestations de ce phénomène est peut-être la volonté des villes d'acquiescer plus de pouvoir par rapport aux gouvernements et notamment par rapport au gouvernement provincial. Une même dynamique peut être observée dans le contexte montréalais où la fusion, opérée au premier janvier 2002 a posé, de façon similaire, la question du rapport à l'espace comme assise du pouvoir et élément d'identité et de gestion. Dans ce contexte de redéfinition territoriale, il est intéressant d'analyser le rôle des communautés locales et particulièrement celui du développement communautaire sous l'angle de la spatialité. Le développement communautaire subit des évolutions. Au Québec, on ne peut plus désormais le cantonner aux préoccupations des «groupes populaires » des années soixante-dix. La justification et la reconnaissance de ce processus comme l'élargissement de ses champs d'action, touchent de nouvelles problématiques et de nouveaux territoires, notamment dans les espaces qualifiés de favorisés. Nous faisons l'hypothèse que le développement communautaire existe dans les beaux quartiers et que ce processus serait teinté par l'organisation physico-spatiale du territoire. Nous supposons enfin que le sentiment d'appartenance et le phénomène identitaire demeurent des facteurs importants dans la relation entre forme urbaine et développement communautaire.

La recherche a ainsi permis de vérifier l'hypothèse de l'existence d'une dynamique de développement communautaire dans les beaux quartiers. L'hypothèse selon laquelle l'organisation physico-spatiale spécifique engendrerait une dynamique de développement communautaire spécifique, n'a pu être vérifiée puisque qu'au contraire nous avons pu déterminer un certain nombre d'éléments urbains susceptibles de favoriser la dynamique communautaire quelque soit la configuration spatiale. Cette première conclusion porte à penser que la dynamique de développement communautaire serait largement influencée par le type de population résidant sur le territoire en question. Les résultats obtenus ont néanmoins permis d'identifier le sentiment

d'appartenance et le phénomène identitaire comme des facteurs nécessaires dans le développement communautaire, facteurs pouvant être stimulés par certains éléments urbains tels que la centralité, la taille ou la densité par exemple.